

Parce qu'effervescence médiatique rime trop facilement avec changement climatique : Les 4 véritables questions à poser pendant la COP21

Miia Parnaudeau¹

¹Affiliation not available

April 17, 2023



Parce qu'effervescence médiatique rime trop facilement avec changement climatique : Les 4 véritables questions à poser pendant la COP21

MIIA PARNAUDEAU

READ REVIEWS

WRITE A REVIEW

CORRESPONDENCE:

miia.parnaudeau@essca.fr

DATE RECEIVED:

October 09, 2015

DOI:

10.15200/winn.144440.03220

ARCHIVED:

October 09, 2015

CITATION:

Miia Parnaudeau, Parce qu'effervescence médiatique rime trop facilement avec changement climatique : Les 4 véritables questions à poser pendant la COP21, *The Winnower* 2:e144440.03220, 2015, DOI: [10.15200/winn.144440.03220](https://doi.org/10.15200/winn.144440.03220)

© Parnaudeau This article is distributed under the terms of the [Creative Commons Attribution 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/), which permits unrestricted use, distribution, and redistribution in any medium, provided that the original author and source are credited.



« On ne reviendra pas au monde ancien ».

Cette phrase du président d'Engie, Gérard Mestrallet¹, destinée à souligner encore davantage les enjeux de la transition énergétique plante l'ambiance dans laquelle se prépare la COP21. Annoncée à grands renforts médiatiques, ponctuée par des discours enflammés, alarmistes et trop souvent contradictoires, la grande conférence sur le climat est devenue, avant même d'avoir commencé, un théâtre d'affrontements dont il devient de plus en plus difficile de cerner les réelles finalités. Les enjeux sont pourtant bien là. La mise en œuvre de la transition énergétique est un défi majeur, car le secteur de l'énergie subit aujourd'hui une véritable révolution².

Il y en a d'autres.

1. Où en sommes-nous ?

Au-delà de l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 2°C, disposons-nous aujourd'hui à l'échelle pays, des bons outils de mesure d'impact climatique ?

Pour répondre à cette question, on se réfère généralement aux scores ESG (Bloomberg). Ces scores sont calculés sur la base de la combinaison de critères dits environnementaux, sociaux et de

gouvernance. Les 10 meilleurs élèves européens (chiffres les plus récents) sont les suivants :

RANG	PAYS	SCORE ESG	SCORE E
1	Suède	64.07	4
2	Suisse	63.54	2
3	Danemark	62.70	17
4	Allemagne	61.10	6
5	Finlande	61.05	10
6	Norvège	60.57	11
7	Autriche	58.90	31
8	Angleterre	58.33	13
9	Belgique	56.70	21
10	France	56.53	8

Source : Bloomberg

La France se trouve 10ème du classement agrégé ESG, et 8ème au niveau environnemental. Les informations environnementales utilisées pour élaborer de tels classements à l'échelle d'un pays rassemblent différentes mesures : l'émission de CO2 issue de la consommation de gaz naturel et de combustibles fossiles, l'importation nette d'énergie, la consommation de charbon et d'électricité (dont nucléaire, géothermie, solaire, éolien, bois et déchets). On y trouve également le total des prélèvements d'eau douce et la superficie forestière... Ces scores permettent d'élaborer des comparaisons et de distinguer les bons des mauvais élèves.

Mais quelle est la part de responsabilité de ces pays dans le réchauffement climatique observé à l'échelle planétaire ? Comment mesurer précisément cet impact ? Dans quel but ?

2.Qu'est-ce qu'un climato-sceptique ?

Répondre à ces questions implique nécessairement de choisir un angle de vue. Mais le débat sur le climat étant des plus sensibles, même les plus volontaires finissent par être catégorisés comme climato-sceptiques. Dire que le réchauffement climatique n'a pas que des effets négatifs sur la planète n'est pourtant pas être climato-sceptique. C'est parfois simplement constater que des hivers plus doux pourraient alléger la facture de chauffage des ménages et des entreprises. Et des étés moins chauds faciliter le quotidien de nombreuses personnes.

Pour un véritable climato-sceptique, qu'il soit chercheur ou non, le réchauffement climatique s'est arrêté il y a 17 ans. Depuis, il n'y a pas d'augmentation significative de la température moyenne de la basse atmosphère terrestre : le climat est 'en pause'. C'est sur ce point notamment que s'opposent les approches en matière climatique.

Et c'est aussi pour cela que certains relèguent le climat à une vaine querelle de paroisses qui s'étoffe au fur et à mesure des publications dans les revues scientifiques. Pour certains, il est même question d'intégrité scientifique. Mais pour les médias, c'est surtout le temps de la controverse.

De ces échanges trop souvent houleux ne ressortent pas d'éléments constructifs. Pourtant, derrière la notion de climato-scepticisme, se trouve aussi et surtout celle de la méthode. Ainsi que le remarquait récemment le Pr. Naomi Oreskes (Université d'Harvard), pourquoi les chercheurs en science du climat continuent-ils d'enseigner à leurs étudiants que quinze ans est une période de temps trop courte pour pouvoir étudier le climat, alors même qu'on observe au quotidien une variabilité climatique sans précédent ?

Pourquoi continuer d'enfermer la recherche sur le climat dans cette catégorisation duale sceptique-enthousiastes ? Les questions climatiques ne méritent-elles pas d'être abordées autrement ?

3.Pourquoi faut-il 100 milliards par an pour faire face au dérèglement climatique ?



Pour l'OCDE, qui a sorti le 7 octobre son *rapport sur le financement climat en 2013-2014 et l'objectif des 100 milliards*, le climat n'est pas 'en pause'. Dans ce cadre, aider les pays en développement à faire face au dérèglement climatique implique de trouver 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020. C'est la première fois qu'une étude propose une mesure de l'effort à fournir.

Ce document circule à l'heure actuelle à Lima, à l'occasion des assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale. Cette étude révèle surtout un réel déficit: seulement 16% des financements sont destinés à l'adaptation des populations défavorisées au changement climatique.

4. Qu'est-ce que la finance a à faire du climat ?



Parce que les financements se trouvent bien au cœur des préoccupations, se pose donc forcément la question du rôle des banques, et plus globalement du monde de la finance en matière de climat. L'actualité sur la question est brûlante, ainsi que le remarquait Pierre-René Lemas, Directeur général de la Caisse des Dépôts, lors de la conférence-débat de l'Association d'Economie Financière, le 7 octobre dernier.

Pour Marie-Anne Barbat-Layani, Directrice Générale de la Fédération Bancaire française, les banques françaises s'engagent déjà pour le climat au travers de différentes actions. Si elles favorisent les investissements, les financements et les assurances de biens orientés vers des solutions et des technologies bas carbone, elles cherchent aussi à intensifier la recherche et le développement, l'innovation et le développement des technologies de pointes. Enfin et surtout, elles s'intéressent à approfondir les collaborations avec les entreprises pour réduire la menace et les effets du changement climatique.

Le Crédit Agricole S.A a ainsi pris récemment deux engagements importants. La banque ne financera plus de nouvelles centrales au charbon dans les pays développés (pays à hauts revenus selon la Banque Mondiale). Elle va également introduire de nouveaux critères de mesure du risque climatique. Ces critères seront liés au prix du carbone, et concerneront aussi les clients et les produits de la Banque. L'institution s'est également engagée à publier son empreinte carbone, mais aussi à financer à hauteur de 20 milliards de dollars des projets en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique.

Si l'ensemble des débats portant sur l'engagement des banques pour le climat sont riches, un sujet continue cependant de faire cruellement défaut : celui des solutions de couverture à proposer aux entreprises dont l'activité est fortement impactée par le climat.

La variabilité climatique est une réalité quotidienne, dans l'ensemble des secteurs de l'économie, dans de très nombreux pays... Préparer les entreprises aux réalités climatiques de demain ne peut se faire qu'en assurant leur capacité d'adaptation au changement climatique aujourd'hui.